# L'AFRIQUE NOIRE EST MAL PARTIE



*RENÉ DUMONT*

# L'AFRIQUE NOIRE EST MAL PARTIE

Préfaces de
Abdou DIOUF et Jean ZIEGLER

*ÉDITIONS DU SEUIL*
*25, bd Romain-Rolland, Paris XIVe*

AVERTISSEMENT

Pour le cinquantenaire de l'ouvrage visionnaire de René Dumont, *L'Afrique noire est mal partie*, l'éditeur a pris le parti de reprendre l'édition originale sans la modifier, gardant la mise en pages et la pagination de 1962.
Cette toute première édition est précédée et suivie de textes, tous écrits en 2012, dont les folios sont proposés en chiffres romains.

ISBN 978-2-02-108644-7



www.seuil.com

SOMMAIRE

# LE COMBAT DE RENÉ DUMONT

par Charlotte Paquet-Dumont
présidente d'honneur de la Fondation René Dumont

Ce n'est pas par hasard si, cinquante ans après sa parution, le livre de René Dumont, *L'Afrique noire est mal partie*, soulève toujours autant d'intérêt, de débats et de controverses. Comme un bon professeur, René Dumont a grondé, peut-être un peu fort, ceux qu'il voulait aider. Mais on ne peut ignorer qu'il s'est surtout employé à suggérer des pistes et à proposer des solutions que son métier lui permettait d'identifier, avec un combat majeur : le développement d'une agriculture vivrière locale. Il serait injuste de dire que René Dumont s'opposait systématiquement aux cultures de rentes. Il y voyait l'espoir qu'une collectivité humaine partage un jour une richesse qui appartienne à tous, créatrice d'emplois, favorisant en même temps la sécurité alimentaire et le développement durable. René Dumont a repris ces propositions dans les éditions subséquentes de ce livre, et tout au long de sa carrière [1].

La relecture de l'ouvrage original – que l'on peut compléter par les annotations et les nombreux commentaires que René Dumont nous a laissés au gré des années et des études qu'il n'a jamais cessé de mener sur l'Afrique – nous permet de dégager chez lui un souci constant : celui d'inviter ses amis africains et tous ses contemporains à utiliser intelligemment le sol nourricier, à ne pas gaspiller les richesses collectives et à respecter l'environnement. C'est dans cette progression de constats et de propositions qu'il en est venu à mettre aussi fortement l'accent sur la responsabilité ultime de chacun dans la protection de nos écosystèmes. Si certaines mesures pouvaient alors sembler utopiques, ses convictions lui ont permis d'entrevoir la fin de notre

1. René Dumont avait le sort de l'Afrique chevillé au cœur. Il a publié trois autres ouvrages sur l'Afrique : *L'Afrique étranglée* (avec Marie-France Mottin), Paris, Éditions du Seuil, 1980 ; *Pour l'Afrique, j'accuse* (avec Charlotte Paquet), Paris, Plon, « Terre humaine », 1986 ; *Démocratie pour l'Afrique* (avec Charlotte Paquet), Paris, Éditions du Seuil, 1991.

mode de vie au bout de cette course effrénée à la consommation destructrice de nos précieuses ressources.

René Dumont était déterminé à obtenir rapidement plusieurs bons résultats : à la fois valoriser le travail agricole, produire suffisamment d'aliments pour tous, mais aussi s'assurer que la production de biens et de services ne soit pas constamment dépassée par la croissance démographique. Son plaidoyer pour un meilleur contrôle des naissances visait surtout à imposer le respect des femmes et des jeunes filles, et le partage équitable des tâches familiales et sociales.

Par la formule choc issue de ce volume, « si ta sœur va à l'école, tu mangeras ton porte-plume », que beaucoup ont retenue et quelquefois vivement critiquée, René Dumont souhaitait faire reconnaître aux hommes et aux jeunes gens que les femmes, en assumant seules de lourdes tâches aux champs, ne devaient pas pour autant les décharger de leurs responsabilités à eux dans l'agriculture et l'alimentation.

Vers la fin de sa vie, il m'a confié que son plus grand regret aura été de ne pas avoir réussi, comme agronome et avec bien d'autres, à éliminer le drame de la faim dans le monde, tout en doutant que l'humanité y arrive un jour.

*Avril 2012*

Les objets de René Dumont sont déposés au musée du Vivant – AgroParisTech (château de Grignon). Ses archives et sa bibliothèque sont conservées au Centre national de recherche sur l'écologie (CIRE), toujours à AgroParisTech, siège de la Fondation René Dumont.

# AFRIQUE, LE CONTINENT DU FUTUR

par Abdou Diouf
ancien président du Sénégal,
Secrétaire général de la Francophonie

Peu de livres peuvent se targuer, près de cinquante ans après leur première édition en 1962, d'avoir gardé un tel pouvoir d'invocation. « L'Afrique noire est mal partie » : cette phrase, énoncée au lendemain même de l'euphorie des indépendances, réaffirmée durant les dix années et les rééditions qui ont suivi, sonnait comme un défi à la face d'un continent qui n'avait pourtant pas encore traversé tous les troubles et tous les conflits que l'on sait.

Aujourd'hui même, nombreux sont ceux qui, sans plus connaître les analyses et les propositions qui le justifient, s'en réclament pour s'épargner l'effort de mener leur propre recherche. Nombreux sont également ceux qui y voient la justification prémonitoire de leurs propres attaques contre l'aide internationale ou de leurs considérations pessimistes à propos de la coopération technique, des actions de maintien de la paix plus ou moins réussies et des interventions dans de multiples domaines allant de l'environnement à la bonne gouvernance en passant par l'éducation, la santé, le commerce ou les infrastructures.

La description, virulente, que René Dumont faisait tant des élites africaines que des experts agissant dans le cadre de la coopération technique et de l'aide multilatérale est toujours invoquée, hors contexte, pour faire passer, en sourdine, l'idée que l'Afrique noire est en fait maudite, qu'elle reste la proie de prédateurs intérieurs et extérieurs qu'aucun système ne parvient à contrôler et qu'au bout du compte elle ne peut se développer, quels que soient les moyens qu'on lui consacre.

C'est oublier que René Dumont, tout en affûtant ses critiques, n'a jamais accepté qu'il existe une fatalité quelconque du sous-développement. Bien plus, animé par un idéal vigoureusement réformiste et par une saine méfiance à l'égard des porteurs de recettes magiques, qu'ils se présentent

comme révolutionnaires ou comme investisseurs, il a toujours appuyé ses propositions sur des réalisations concrètes, ce qui est devenu dans le jargon international les « bonnes pratiques » ; ces bonnes pratiques que l'on rassemble à longueur de colloques et de séminaires et qu'on essaie d'échanger, en général sans tenir compte du moindre contexte, alors que René Dumont prêtait la plus grande attention à celui-ci, en tentant de construire des programmes qui intègrent l'ensemble des facteurs organisant la vie des groupes sociaux.

Bien des choses ont changé depuis que ce livre a été publié. L'organisation géopolitique est désormais placée sous le signe du multilatéralisme et du polycentrisme. René Dumont vivait dans un monde bipolaire, où le groupe des non-alignés tentait de faire valoir un point de vue indépendant des deux grands antagonistes et de donner un contenu effectif à l'esprit de Bandoeng. Mais il n'était alors question ni de pays émergents, ni de pays les moins avancés, ni véritablement de coopération Sud-Sud ou de partenariat. De même les avancées techniques, qui ont connu une diffusion de plus en plus rapide, ont complètement modifié les contraintes nées du temps et de l'espace : d'un côté les technologies de l'information permettent une circulation quasi instantanée de la moindre rumeur dans les moindres recoins ; de l'autre l'usage du conteneur permet d'envoyer n'importe quel bien n'importe où dans des délais très brefs ; et la combinaison des deux permet d'avoir une connaissance exacte des flux de biens et des échanges et de faire de la traçabilité un des thèmes majeurs de la gestion du monde. Enfin la domination des marchés financiers, qui s'est imposée entre 1990 et 2000, pour conduire à des crises d'un type nouveau et encore mal compris, a à la fois renforcé le sentiment d'interdépendance né de ces techniques et suscité des fragilités nouvelles, partagées par tous les pays.

L'Afrique, parce qu'elle est désormais une des principales, sinon la première, réserves de matières premières, de sources d'énergie renouvelables et de terres cultivables, parce qu'elle est le lieu d'une croissance démographique qui n'a pas encore atteint le point de transition, parce qu'elle est en quête de modèles politiques, économiques et sociaux capables de lui donner sécurité et stabilité, l'Afrique donc est bien aujourd'hui le continent du futur, celui d'où viendra la croissance indispensable au fonctionnement du monde.

René Dumont l'avait pressenti. À la fin de son ouvrage, lors de la réédition de 1966, il regrette que le délai de vingt ans qu'il avait fixé lors des indépendances pour vaincre le sous-développement mondial, sous peine d'une famine inévitable entre 1980 et 1985, ne soit manifestement plus tenable ; et il évoque le siècle d'effort qui attend une Afrique qui a fait des

choix erronés pour engager son développement. S'il s'est montré par trop pessimiste concernant les conséquences de l'augmentation de population déjà perceptible à son époque, s'il n'a pu deviner les facteurs nouveaux qui influeraient sur le développement et la nouvelle organisation du monde, il reconnaît bien le caractère global des processus en cours et invoque la « mondialisation » comme la dimension nécessaire de toute coopération utile, dépolitisée et dépositaire de ce qui deviendra les « biens publics mondiaux ».

Quand on reprend ce livre, on ne peut manquer d'être frappé à la fois par les analyses rigoureuses de ce qui constituait les obstacles au développement et par la vision à long terme qu'en tire René Dumont, par la persistance de ces obstacles et, dans le même temps, par le bouleversement des catégories et des contextes dans lesquels ces obstacles s'inscrivent désormais.

Considérons par exemple le domaine agricole et agroalimentaire, qui est au cœur des analyses de René Dumont, sans doute un des meilleurs connaisseurs des agricultures et des systèmes de production de la zone intertropicale. Bien des choses qu'il a dites restent vraies. La sécurité alimentaire de l'Afrique demeure aujourd'hui un sujet de préoccupation majeur, suscitant même une action spécifique des membres du G8, lors du sommet de l'Aquila, puis du G20. Le spectre de la famine hante toujours la zone sahélienne.

Diverses instances internationales invitent les dirigeants du monde à « relever significativement le niveau global des investissements dans l'agriculture durable dès les prochaines années, à intensifier la production, tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et autres impacts environnementaux négatifs de l'agriculture, à lutter contre les pertes et les gaspillages à tous les stades des filières agricoles et alimentaires (dispersion des ressources en eau, appauvrissement de la fertilité des sols, perte de biodiversité), enfin à repenser les moyens d'accès aux produits agricoles, en ciblant les populations les plus vulnérables ». Programme auquel René Dumont souscrirait certainement sans hésiter.

La menace n'est plus seulement liée à une densification des populations sur des terres peu favorables : elle tient clairement à la combinaison du changement climatique, de la mise en œuvre de nouveaux instruments financiers et de conflits multiples qui ont leur source autant dans des luttes pour le contrôle du pétrole et des minerais stratégiques que dans le déploiement de nouveaux acteurs politiques. Inondations, sécheresses et autres phénomènes extrêmes frappent de plus en plus durement ceux qui sont aujourd'hui déjà à la limite de la faim et de la malnutrition pour des raisons essentiellement politiques et sociales. Volatilité du cours des matières pre-

mières, réglementations incohérentes et crises de change ou de liquidités aggravent ces chocs matériels.

De même, sensible à la question de la sécurité foncière et des droits sur la terre, René Dumont a compris et dénoncé la menace de l'accaparement des terres par des notables locaux, puis par des grandes compagnies étrangères. Mais il a du coup vu dans la formalisation juridique de l'occupation traditionnelle des terroirs une étape vers cet accaparement, alors que l'expérience a montré le contraire : ce sont les terres détenues ou récupérées par l'État qui font l'objet d'un tel détournement. L'établissement d'un titre personnel validé par un registre foncier demeure la meilleure voie pour garantir la propriété des petits exploitants.

René Dumont a donc vu clairement les défis qui attendaient l'Afrique et il a pris de plus en plus conscience du temps qu'il faudrait pour relever ces défis. Il a, dans ce livre et jusqu'à la fin de sa vie, dénoncé l'indifférence au point de vue des paysans ; il a démontré la faiblesse, l'insuffisance, l'incohérence des politiques d'appui, de formation ou de vulgarisation qu'on offrait à des producteurs enfermés dans de multiples contraintes – surfaces trop petites, irrigation trop faible, accès aux intrants et aux outils inadapté, possibilités d'échanges et de commercialisation quasi nulles.

Mais il a aussi affirmé sa foi dans l'énergie et l'inventivité de ces mêmes producteurs, une fois qu'ils pourraient prendre en charge leur propre destin. Et l'avenir, si trouble qu'il paraisse, lui donne raison. Aujourd'hui l'Afrique est le lieu d'initiatives multiples ; les novateurs sont de moins en moins isolés, de mieux en mieux organisés en réseaux qui font circuler le savoir et les compétences.

Personne ne se leurre : l'Afrique n'est pas, ne sera pas protégée des épreuves que d'autres continents ont traversées pour parvenir au développement. Ces épreuves sont souvent insupportables au niveau individuel et collectif. Mais l'Afrique avance et, en avançant, elle élabore ses propres modèles, des réponses en accord avec ses racines et ses traditions, qui vont venir enrichir le patrimoine de l'humanité au moment même où d'anciens modèles sont remis en cause et démontrent leurs limites.

L'Afrique a foi en sa jeunesse, en sa diversité, en sa résistance aux chocs qui se sont abattus sur elle tout au long de son histoire. Et, berceau de l'humanité, elle est bien partie pour lui offrir les nouveaux horizons que le troisième millénaire attend et réclame.

*Janvier 2012*

# RENÉ DUMONT, VISIONNAIRE ET PROPHÈTE

par Jean ZIEGLER
rapporteur spécial à l'ONU pour le droit à l'alimentation de 2001 à 2008
professeur émérite de sociologie à l'université de Genève
auteur de nombreux ouvrages dont
*Destruction massive. Géopolitique de la faim*

La destruction par leurs propres gouvernements de centaines de milliers de paysans africains et de leurs familles, prédite par René Dumont il y a cinquante ans, est en train de se réaliser.

Une splendide journée d'octobre 2011 à Oslo. Les socio-démocrates de Jens Stoltenberg, fortement imprégnés d'influence luthérienne, sont au pouvoir. Depuis 1998, ils tentent de soumettre leur politique étrangère – et notamment les relations de la Norvège, riche puissance pétrolière, avec l'Afrique – aux exigences morales du réformateur allemand. Ils m'ont invité pour une conférence-débat à propos de mon dernier livre, *Destruction massive. Géopolitique de la faim*[1], inspiré, entre autres, par l'œuvre et l'engagement de René Dumont.

À la fin de la discussion, au fond de la salle, un homme lève la main. « Dans les supermarchés d'Oslo, on vend des tonnes de pommes de terre saoudiennes. Comment expliquez-vous ça ? » Je réagis platement : « Il n'y a pas de pommes de terre en Arabie saoudite... j'ai peine à vous croire. » Le lendemain matin, à l'hôtel Bristol, trois syndicalistes agricoles – deux femmes et un homme – m'attendent. Ils me font faire le tour des principaux supermarchés de la ville. La loi norvégienne exige l'indication de la provenance géographique de toutes les marchandises vendues dans les magasins. Je découvre là des pyramides de pommes de terre lisses, de grande qualité, dont l'identification en norvégien indique indubitablement une provenance saoudienne.

1. Paris, Éditions du Seuil, 2011.

De retour à Genève, avec l'aide de mes collaborateurs, je perce l'énigme. Le cheikh saoudien, Mohammed Hussein Ali Al-Amoudi, propriétaire de la Saudi Star Agricultural Development Corporation, détient dans la région de Gambela, dans l'extrême sud de l'Éthiopie, 500 000 hectares de terres fertiles. La Saudi Star y cultive des roses, du riz, et des pommes de terre. Où les exporte-t-elle ? Évidemment vers les marchés à fort pouvoir d'achat. Par exemple à Oslo.

Le cheikh loue la terre pour 99 ans au prix de 30 birrs (0,90 euro) par hectare et par an. Des fleuves abondants – parmi lesquels le Baro, qui se jette dans le Nil –, des terres fertiles, un climat extraordinairement clément, une main-d'œuvre à vil prix ont fait de Gambela un paradis pour les spéculateurs [1].

Deux peuples magnifiques habitent ces contrées : les Nuers et les Anuaks, créateurs de deux civilisations parmi les plus complexes et les plus anciennes d'Afrique. Lorsque les paysans se sont opposés à la spoliation de leurs terres, l'armée éthiopienne en a tué des dizaines. Les autres ont été expulsés. Vers où ? Vers les sordides bidonvilles des grands centres urbains, où courent les rats, où règnent le chômage permanent, la sous-alimentation, la prostitution enfantine. La population d'Addis-Abeba a quintuplé au cours des quinze dernières années. La capitale est devenue le dernier refuge des agonisants, un océan de tôles rouillées...

Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, j'ai accompli en 2005 une mission en Éthiopie. Je me souviens d'une discussion virulente dans le bureau du ministère de l'Agriculture. J'avais en face de moi le ministre Belay Ejigu, un gros homme au tempérament volcanique et à l'intelligence aiguë. Comme je m'étonnais de la disposition constitutionnelle éthiopienne qui interdit aux paysans la propriété de la terre qu'ils travaillent, Ejigu me répondit : « Nos paysans sont souvent ignorants, incompétents et incultes. Si on les laissait faire, ils vendraient leur lopin pour un prix dérisoire au premier marchand somalien venu. » L'hypocrisie des bureaucrates d'Addis-Abeba est abyssale. D'une part, le gouvernement du président Meles Zenawi, pourtant issu d'une guérilla paysanne, interdit aux cultivateurs la propriété de la terre – pour les protéger des « ventes intempestives » auxquelles ils pourraient être enclins donc – et, d'autre part, il brade, à son propre profit, des centaines de milliers d'hectares de terres fertiles aux sociétés multinationales, aux fonds spéculatifs (*hedge funds*), aux fonds souverains.

*L'Afrique noire est mal partie*, paru en 1962, constitue une virulente dénonciation de ce que René Dumont appelait le « colonialisme de

1. Cf. aussi Gilles van Kote, « Ruée sur les terres d'Éthiopie », *Le Monde*, 6 janvier 2012. Selon la revue *Forbes*, le cheikh Al-Amoudi détient la 63$^{e}$ plus importante fortune du monde.

classe ». Autrement dit du système d'exploitation, d'oppression et de prévarication que les classes dominantes urbaines – essentiellement la bourgeoisie d'État, la caste nombreuse et largement parasitaire des fonctionnaires – imposent à leurs cultivateurs, éleveurs, pêcheurs… qui, dans tous les pays d'Afrique, forment l'immense majorité de la population.

Pour la plupart des nouveaux États d'Afrique noire francophone, l'indépendance venait d'être acquise par la négociation, plus précisément par un transfert de souveraineté gracieusement concédé par la puissance coloniale. Mais, comme le disait Dumont, « indépendance n'est pas décolonisation ». Tout au plus un drapeau, une constitution (généralement copiée sur celle de l'ancienne métropole coloniale), une bureaucratie autochtone… et la permanence de la dépendance financière, économique, militaire et diplomatique, en bref, une souveraineté largement fictive.

Les deux seules véritables révolutions paysannes de l'Afrique francophone, celle de l'Union des populations camerounaises (UPC) en pays bamiléké et celle de Patrice Lumumba et de son Mouvement national congolais (MNC) ont été écrasées dans le sang par les troupes coloniales et leurs supplétifs indigènes. Partout ailleurs, en Afrique noire francophone, ce sont les notables urbains africains, mis en place par le seigneur colonial, qui ont remplacé les gouverneurs et administrateurs coloniaux. Léopold Sédar Senghor, premier président du Sénégal, Félix Houphouët-Boigny, premier chef d'État de Côte d'Ivoire, Tombalbaye au Tchad, Fulbert Youlou à Brazzaville, etc., ont été, avant 1960, députés au Palais-Bourbon à Paris.

Depuis la première édition de l'ouvrage dérangeant de Dumont, les spoliations et la misère des paysans n'ont cessé de s'accroître. Selon la Banque mondiale, durant la seule année 2010, 41 millions d'hectares de terres arables d'Afrique noire ont été accaparés par les *hedge funds*, les sociétés transcontinentales privées, les fonds souverains occidentaux, chinois, indiens. Avec pour résultat, comme en Éthiopie, l'expulsion des petits paysans.

Dumont avait prévu le martyre des paysans, mais pas anticipé la perverse théorie de légitimation invoquée par les spoliateurs pour justifier leurs actes. C'est la Banque mondiale, mais aussi la Banque africaine de développement qui financent ces vols de terre. Leur argument : la productivité agricole est très basse en Afrique, la lutte contre la malnutrition ne sera victorieuse que par la cession des terres aux multinationales et par les performances de ces dernières. Il est vrai qu'au Sahel un hectare de céréales produit 600 à 700 kg contre 10 tonnes, soit 10 000 kg, en Bretagne ou en Lombardie. Mais l'écart ne s'explique pas parce que les paysans africains seraient moins compétents ou moins travailleurs que les paysans français ou italiens. C'est parce que l'appareil administratif, les milliers de bureaucrates urbains largement parasitaires, les Mercedes des ministres et les prébendes des dirigeants absorbent l'essentiel du budget des États.

En moyenne, et au cours de la période 1999-2009, la part du budget consacrée par les États d'Afrique francophone à la promotion de l'agriculture vivrière a été inférieure à 6 %[1]. La plus-value paysanne finance la bureaucratie ou, pour reprendre, encore, les termes de Dumont, « le colonialisme de classe ». L'argent qui reste pour financer les engrais minéraux, les semences sélectionnées, les herbicides, les fongicides, les infrastructures routières, l'irrigation, ou encore les réserves alimentaires en cas de catastrophes est parfaitement insuffisant. La ville avale l'essentiel des fonds disponibles. 3,8 % seulement des terres arables d'Afrique subsaharienne sont irriguées. Sur l'ensemble du continent, il n'existe que 250 000 animaux de trait et quelques milliers de tracteurs. Les engrais minéraux, les semences sélectionnées sont largement absents. Pour des centaines de milliers de paysans du continent, la houe et la machette restent à l'heure actuelle les seuls instruments de production disponibles. Ils pratiquent l'agriculture de pluie comme il y a des milliers d'années. La vision formulée par Dumont il y a cinquante ans – celle d'une paysannerie disposant d'outils modernes et performants, de moyens de traction, de semences sélectionnées, d'engrais minéraux et animaux, de crédits bancaires, d'infrastructures routières, de collèges de formation, etc. – demeure à ce jour une utopie.

Pendant le demi-siècle écoulé depuis la sortie du maître ouvrage de Dumont, la faim, en Afrique, n'a cessé de s'aggraver. Premières victimes : les familles paysannes.

Observons la situation planétaire : la mort, chaque année, de dizaines de millions d'êtres humains par la faim et ses suites immédiates est le scandale de notre siècle. Toutes les cinq secondes, un enfant âgé de moins de dix ans meurt de faim, 37 000 personnes y succombent tous les jours et 1 milliard – sur les 7 milliards que nous sommes – sont mutilées des suites de la sous-alimentation permanente... Et cela sur une planète qui regorge de richesses !

Le rapport annuel intitulé « État de l'insécurité alimentaire dans le monde » de la FAO (d'où sont extraits les chiffres des victimes) dit aussi que l'agriculture mondiale, au stade actuel de développement des forces productives, pourrait nourrir normalement (2 200 calories par individu adulte par jour) 12 milliards d'êtres humains, autrement dit près du double de l'humanité actuelle.

Au seuil de ce nouveau millénaire, il n'existe donc aucune fatalité, aucun manque objectif. Un enfant qui meurt de faim est un enfant assassiné.

En chiffres absolus, c'est l'Asie qui compte le plus grand nombre d'affamés : 578 millions en 2011. La moitié de tous les enfants indiens par exemple sont gravement et en permanence sous-alimentés. Mais proportionnelle-

1. Mamadou Cissokho, *Dieu n'est pas un paysan*, Paris, Éditions Présence africaine, 2009.

ment au chiffre de la population, c'est l'Afrique qui est le plus durement frappée : 35 % des Africains sont mutilés par la faim.

L'Afrique subsaharienne est également la région du monde la plus durement frappée par les maladies consécutives à la sous-alimentation. Exemple : le noma (*cancrum oris*) qui multiplie ses aphtes infectieux dans la bouche des enfants, détruit les tissus mous des visages, bloque les mâchoires et mène à la mort. Au Sahel, 140 000 enfants en bas âge périssent chaque année du noma. Détectée à temps, cette maladie pourrait pourtant être facilement guérie par une alimentation adéquate et la prise d'antibiotiques pour un montant modeste de 3 euros[1]. Mais l'Organisation mondiale de la santé refuse d'enregistrer le noma sur la liste des maladies à traiter prioritairement.

*L'Afrique noire est mal partie* est un livre visionnaire. Fruit d'analyses précises, d'enquêtes de terrain, de recherches agronomiques irréfutables, il contient en germe toutes les évidences, les formidables colères, les lumineuses intuitions, les combats qui animeront les œuvres ultérieures de Dumont.

J'éprouve pour cet homme extraordinaire une admiration et une affection que le temps n'a pas entamées. Imagine-t-on ce qu'a signifié, en 1962, la dénonciation du « colonialisme de classe » ? Comment un militant anticolonialiste de toujours, auteur de livres célébrant les luttes de libération nationale, comme *Révolution dans les campagnes chinoises* en 1957[2], professeur influent et respecté dans tout le tiers monde... pouvait-il dénoncer la décolonisation ?

Fonctionnaire colonial en Indochine dès 1929, il s'était révolté contre le travail forcé des paysans vietnamiens dans les plantations françaises. Il avait rompu son contrat, était revenu à Paris et était devenu, dès 1933, professeur d'agriculture comparée à l'Institut national agronomique.

Dans ces conditions, la rédaction de *L'Afrique noire est mal partie* a dû lui coûter des nuits d'angoisse et de doutes. Il s'en est d'ailleurs expliqué lui-même : « Devant ce colonialisme de classe, je n'ai plus que trois possibilités. Me taire serait facile, et aussi pure lâcheté ; vexer les Africains me gêne. Ce serait pire de les tromper par des flatteries apparentées à celles des discours de réceptions officielles qui fleurissent en 1961-1962. La simple omission hypocrite qui éviterait d'aller jusqu'au bout de la pensée serait encore une forme de mensonge[3]. »

Mondialement connu et célébré aujourd'hui, *L'Afrique noire est mal partie* a suscité lors de sa sortie, dans les palais présidentiels africains, de terribles

1. Cf. la Fondation Winds of Hope, Bertrand Piccard, Lausanne.
2. Paris, Éditions du Seuil.
3. *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Éditions du Seuil, 1962, p. 9.

haines. Et une profonde incompréhension du côté des milliers d'étudiantes et d'étudiants, de lecteurs et de lectrices de Dumont en France et dans le tiers monde.Mais ce livre était profondément prophétique.

Bien entendu, Dumont ne pouvait anticiper tous les fléaux nouveaux qui se sont récemment abattus sur le continent. Ou comment les ravages du « colonialisme de classe » ont entamé les forces immunitaires du paysannat africain.

La soudure désigne la période qui sépare l'épuisement de la récolte précédente de la nouvelle récolte, période pendant laquelle les paysans doivent acheter leur nourriture sur le marché du village. Comme tous les autres consommateurs, ils subissent la fluctuation des prix mondiaux. En 2011, 43 % de tous les paysans africains ont dû faire appel au marché libre pendant une période variant de trois à six mois et acheter leur nourriture aux prix fixés par celui-ci. Or, ces prix ont subi des hausses extravagantes.

La spéculation boursière sur les aliments de base est un des fléaux que Dumont ne pouvait prévoir. Les fonds spéculatifs et les grandes banques ont migré après 2008, délaissant des marchés financiers pour s'orienter vers les marchés des matières premières, notamment agricoles. Les prix des trois aliments de base – maïs, riz et blé –, qui couvrent 75 % de la consommation mondiale, ont littéralement explosé. En dix-huit mois, le prix du maïs a ainsi augmenté de 93 %, la tonne de riz est passée de 105 à 1 010 dollars et la tonne de blé meunier a doublé depuis septembre 2010, passant à 271 euros. Cette explosion des prix a permis aux spéculateurs de dégager des profits astronomiques, au prix de la destruction, dans les campagnes et les bidonvilles, de centaines de milliers de gens. Mais la spéculation provoque une autre catastrophe. En Afrique, le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies ne peut plus acheter suffisamment de nourriture pour assurer l'aide d'urgence en cas de famine. Comme, par exemple, aujourd'hui dans les cinq pays de la Corne de l'Afrique (Érythrée, Éthiopie, Somalie, Djibouti et Kenya).

Une dizaine de sociétés transcontinentales privées dominent aujourd'hui les marchés alimentaires. Elles fixent les prix et contrôlent les stocks, les flottes maritimes, les circuits de commercialisation, etc. L'année dernière, par exemple, Cargill a contrôlé plus de 26 % du blé commercialisé dans le monde, et Dreyfuss Brothers 21 % du riz. Ces trusts savent qu'ils peuvent compter sur un certain nombre d'organisations mercenaires : l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Si toutes les trois reconnaissent que la faim est un épouvantable fléau, elles estiment néanmoins que toute régulation du marché libre revient à transgresser la loi sacro-sainte du libre-échange. Réclamer, par exemple, une réforme agraire, un salaire minimum ou des subventions pour les pro-

duits de base, à seule fin de sauver des vies est, selon elles, une hérésie. À les en croire, la faim ne sera vaincue que par la libéralisation totale du marché et la privatisation de tous les secteurs publics.

Cette théorie néolibérale est meurtrière. Elle est, comme le disait Pierre Bourdieu, « l'obscurantisme de notre temps ». L'Union soviétique a – heureusement – implosé en 1991. Jusque-là, un homme sur trois vivait sous un régime communiste, et le mode de production capitaliste était limité régionalement. Avec la chute de l'URSS, en vingt ans, le capitalisme financier s'est répandu comme un feu de brousse à travers le monde. Il a engendré un mode unique de production : le capitalisme mondialiste. Les États ont perdu de leur souveraineté, et la pyramide des martyrs s'est élevée. Et la faim s'est accrue...

À la demande de plusieurs associations de sauvegarde de l'environnement, dont Les Amis de la Terre et Pollution non !, René Dumont s'est porté candidat à l'élection présidentielle française de 1974. Il parlait (déjà !) économies d'énergie, réduction de l'usage de pesticides, sauvegarde des sols, faim dans le monde. Comme douze ans auparavant, lors de la publication de *L'Afrique noire est mal partie*, sa radicalité a suscité l'incompréhension. La conscience écologique était à peine naissante. Dumont sonnait l'alarme. Contre le productivisme triomphant et ravageur, il voulait protéger la planète. Il a recueilli 1,3 % des voix. Ses critiques se sont gaussés. À tort.

Imagine-t-on le prophète Jérémie, dénonçant le manque de foi des sujets du royaume de Juda et les malheurs qui menaçaient de s'ensuivre, être porté au pouvoir ?

Il est vrai que, pour son évolution politique, sa rencontre avec Charlotte Paquet, au début des années 1980, a été décisive. Cette jeune femme, d'une force de conviction peu commune, universitaire brillante et militante généreuse, issue d'une génération beaucoup plus jeune, a exercé sur Dumont une influence bénéfique. Son langage est tout à coup devenu plus tranchant, sa critique de la globalisation plus radicale. Un monde où la concurrence organise l'essentiel des relations entre les êtres humains et entre les nations est voué à la destruction. Dumont le savait et le clamait désormais avec force. Un de ses derniers et de ses plus beaux livres, écrit à 90 ans et cosigné avec Charlotte Paquet, en témoigne. Son titre : *Misère et Chômage. Libéralisme ou démocratie* [1].

Dumont a été d'une générosité magnifique avec le tout jeune sociologue que j'étais lorsque j'ai fait sa connaissance. Sa charge de travail a été considérable jusqu'à la fin de sa vie. Je lui avais soumis mes manuscrits consacrés à l'Afrique, il les lut, annota, critiqua avec sévérité et une techni-

1. Éditions du Seuil, 1994.

cité sans faille. Il a contribué à orienter ma vie. J'éprouve à son égard une immense gratitude.

Au-delà de son érudition, de sa capacité analytique, de son intelligence visionnaire, ce qui m'a le plus impressionné chez lui, c'est la volonté obstinée de saisir les problèmes, à la racine, de se tenir physiquement, et en toutes circonstances, du côté des victimes. Son courage aussi.

Je garde le souvenir d'un séminaire régional de l'International Political Science Association, organisé dans l'enceinte sévèrement gardée de l'hôtel Intercontinental de Port of Spain, capitale de l'île caraïbe de Trinidad et Tobago. Dumont, qui était attendu comme l'orateur principal, m'avait fait inviter. En bas, dans la vieille cité coloniale, les militants du Black Power avaient pris le contrôle de la Frederick Street, la principale artère commerciale de la ville. Parfois une explosion retentissait. Du haut de la colline, nous apercevions des colonnes de fumée monter dans l'air clair du soir.

René Dumont prit aussitôt en horreur le cadre confiné et douillet dans lequel se tenait la réunion. Il voulait rencontrer les révoltés de la cité du bas, et il me demanda de l'accompagner. Mais je ne tenais pas à le suivre. Il me reprocha fortement ma « pusillanimité petite-bourgeoise ». Les cheveux en bataille, alpenstock à la main, sandales aux pieds, vêtu de son éternel pull-over rouge et de ses pantalons de flanelle élimés, l'intrépide Dumont descendit en ville pour « parler aux insurgés » et entendre leurs doléances. Nous fûmes réveillés aux aurores par la police : un Blanc d'un certain âge, portant pull-over rouge et pantalons de flanelle, avait été embarqué à l'angle de la Frederick Street et de Maraval Road, le visage tuméfié et plusieurs côtes cassées. Il se trouvait maintenant au Central Hospital, près de la mosquée Jama Masjid, et la police attendait qu'on vînt le chercher.

Œuvre prophétique, riche d'informations sur une époque charnière du XX$^{e}$ siècle, celle de la décolonisation largement ratée des campagnes africaines, *L'Afrique noire est mal partie* est d'une actualité étonnante. « Connaître l'ennemi, combattre l'ennemi », exigeait Jean-Paul Sartre. Toutes celles et tous ceux qui contestent radicalement l'actuel ordre cannibale du monde trouveront dans ce livre des armes pour alimenter leur combat, des lumières pour leur conscience. Il faut être profondément reconnaissant à Olivier Bétourné et aux Éditions du Seuil, mais aussi à Charlotte Paquet et à Anne Sastourné, pour l'excellente réédition de ce livre fondateur.

*Genève, juillet 2012*

Pour l'Afrique, j'accuse.
Le journal d'un agronome au Sahel en voie de destruction
*avec Charlotte Paquet, Plon, coll. « Terre humaine », 1986*

Les Raisons de la colère. L'utopie et les verts
*avec Charlotte Paquet, Entente, 1986*

Taïwan, le prix de la réussite
*avec Charlotte Paquet, La Découverte, 1987*

Un monde intolérable. Le libéralisme en question
*Éditions du Seuil, 1988*

Mes combats. Dans quinze ans les dés seront jetés
*Plon, 1989*

Démocratie pour l'Afrique.
La longue marche de l'Afrique noire vers la liberté
*Éditions du Seuil, 1991*

Un monde intolérable. Le libéralisme en question
*Éditions du Seuil, 1991*

Cette guerre nous déshonore. Quel nouvel ordre nouveau ?
*avec Charlotte Paquet, Éditions du Seuil, 1992*

Misère et Chômage. Libéralisme ou démocratie
*avec Charlotte Paquet, Éditions du Seuil, 1994*

Ouvrez les yeux ! Le XXIe siècle est mal parti
*Arléa, 1995*

Famines, le retour.
Désordre libéral et démographie non contrôlée
*Arléa, 1997*

**Le Seuil s'engage**
**pour la protection de l'environnement**

Ce livre a été imprimé chez un imprimeur labellisé Imprim'Vert, marque créée en partenariat avec l'Agence de l'Eau, l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) et l'UNIC (Union Nationale de l'Imprimerie et de la Communication).
La marque Imprim'Vert apporte trois garanties essentielles :

- la suppression totale de l'utilisation de produits toxiques ;
- la sécurisation des stockages de produits et de déchets dangereux ;
- la collecte et le traitement des produits dangereux.




RÉALISATION : I.G.S. CHARENTE PHOTOGRAVURE À L'ISLE-D'ESPAGNAC
IMPRESSION : CORLET IMPRIMEUR S.A. À CONDÉ-SUR-NOIREAU
DÉPÔT LÉGAL : OCTOBRE 2012. N° 108644 ( )
IMPRIMÉ EN FRANCE